

Palestine - Solidarité

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 207 du 20.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

sur mon blog : journal-palestine.blogspot.com ; <http://journal-palestine.blogspot.com>

et

a) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :

http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

ainsi que

b) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

c) Le "Journal des Palestiniens " est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

2 Les brèves

2-1 Communiqué des forces nationales et islamiques.

2-2 Point de vue de Kharroubi Habib - Palestine : l'épreuve de force.

2-3 Beït Hanoun ? " - " Connais-pas ! ".

2-4 La cour suprême israélienne légalise les assassinats ciblés.

3 Dossier

3-1 Point de vue de Mahmoud Al-Safadi : Les autres victimes d'une négation.

3-2 Point de vue de Khaled Amayreh : [Au-delà de l'imagination](#).

3-3 Point de vue de Chérif Boudelal : Le viol collectif de la démocratie en Palestine, et le vol de la victoire à la résistance au Liban.

3-4 Point de vue de CAPJPO-EuroPalestine : [Elections anticipées en Palestine : le nouveau "jeu de qui gagne perd" inventé par les Israéliens ?](#)

4-1 Jean Baumgarten : Comment rayer Israël de la carte?

4-2 MSRPP : Lettre aux associations.

5 Annexe

5-1 Des murs séparent Arabes et Juifs dans les villes mixtes d'Israël.

2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

2-1 Communiqué des forces nationales et islamiques.

19 décembre 2006

Les forces nationales et islamiques se sont réunies à Ramallah pour étudier les conséquences graves de la situation interne, les luttes intestines, l'anarchie sécuritaire, les accusations réciproques, l'utilisation néfaste des médias et leurs conséquences sur la situation palestinienne. Les forces ont décidé ce qui suit :

"1 - Les forces affirment la nécessité de retourner aux discussions engagées, pour parvenir à un accord d'entente nationale entre tous de manière à briser le blocus et l'agression et pour faire face aux plans dangereux qui menacent la situation palestinienne. Elles demandent de mettre en avant l'intérêt national et non les intérêts partisans. Elles affirment que le discours du président a laissé la porte ouverte à une entente nationale et à la poursuite du dialogue, afin de parvenir à l'unité, au lieu de laisser les ennemis profiter et dévier la contradiction principale qui doit être avec l'occupation. Elles appellent à la reprise du dialogue pour parvenir à l'entente nationale, sur la base du document de l'entente nationale qui représente une base commune pour tous, et appliquer ce qui a été convenu concernant l'activation et le développement de l'OLP, le représentant légitime et unique de notre peuple. Elles appellent au retrait de tous les hommes armés, de cesser toutes les accusations et notamment dans les médias, de cesser les marches et manifestations de soutien à telle ou telle force, de punir les assassins des enfants et du juge, tout comme elles affirment le refus de toutes les interventions étrangères dans les affaires internes, leur opposition à la visite de Blair, qui essaie de faire passer le plan américano-sioniste. Les forces nationales et islamiques saluent les décisions de l'assemblée générale de l'ONU qui réaffirment les droits de notre peuple, y compris le droit au retour, la création d'un Etat palestinien avec al-Quds pour capitale, ainsi que la décision concernant l'illégalité de la colonisation sur les terres palestiniennes, y compris al-Quds.

Gloire et Eternité pour nos martyrs

Liberté pour nos prisonniers héroïques

Intifada et résistance jusqu'à la victoire"

Voix de la résistance : 14

2-2 Point de vue de Kharroubi Habib - Palestine : l'épreuve de force.

L'épreuve de force est engagée entre le président Mahmoud Abbas, soutenu par le Fatah, et le Hamas qui rejette sa décision de convoquer des élections anticipées dont Yasser Abd Rabbo, membre du comité exécutif de l'OLP et proche collaborateur du président palestinien, a annoncé qu'elles «auront lieu d'ici trois mois».

Le Hamas, qui contrôle le gouvernement palestinien, aussitôt la déclaration de Mahmoud Abbas faite, a appelé à l'organisation de manifestations populaires pour «prouver que l'initiative de faire des élections anticipées n'est pas acceptable». Le mot d'ordre du Hamas donné, des milliers de partisans de cette formation sont immédiatement descendus dans la rue pour protester contre la décision de Mahmoud Abbas.

Il est malheureusement à redouter que le bras de fer engagé entre le président palestinien et son gouvernement contrôlé par le Hamas dérape de la confrontation politique vers l'affrontement armé entre les factions les soutenant respectivement. Les accrochages qui opposent déjà à Gaza les hommes armés de ces deux factions en sont les redoutables prémices. Certes, le chef du Bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, a lancé un appel à la retenue en déclarant refuser que sa formation «se laisse entraîner dans un conflit généralisé», approuvé par le porte-parole de la branche armée du Hamas qui a déclaré: «Nous ne permettrons pas que des combats internes aient lieu, car le sang palestinien est une ligne rouge». Ligne rouge déjà malheureusement transgressée puisque le sang palestinien a coulé et continue de couler. La rupture désormais consommée entre le président palestinien et son gouvernement n'augure d'aucune possibilité de compromis entre les deux camps. Mahmoud Abbas est de toute évidence conforté dans sa détermination de passer outre l'opposition du Hamas à la convocation d'élections législatives par les soutiens que lui ont exprimés sur sa démarche aussi bien les Etats-Unis, Israël que l'Union européenne. Des soutiens que le Hamas a de bonnes raisons de considérer comme ayant été la source d'inspiration et de motivation du président de l'Autorité palestinienne.

Si les Palestiniens en sont arrivés à ce degré de déchirement dans leurs rangs, la cause en est bien sûr leur incapacité à trouver un terrain de convergence à leurs dissensions internes. Ce que ne pouvant faire, ils ont offert à l'Etat d'Israël, aux Etats-Unis et à tous ceux qui soutiennent leur politique à l'égard du peuple palestinien,

d'exploiter ces divergences au détriment de leur cause nationale.

Comme tous les dirigeants israéliens passés, Yehud Olmert n'a nullement l'intention de concéder la création d'un Etat palestinien. S'il déclare aujourd'hui approuver et soutenir Mahmoud Abbas dans son bras de fer contre Hamas, ce n'est pas parce qu'il considère ce dernier comme un interlocuteur avec qui il serait possible de négocier la perspective d'un Etat palestinien.

Soutien au président de l'Autorité palestinienne tout autant que celui exprimé par Washington et l'Union européenne s'inscrivent dans la logique du «diviser pour régner». Là, en l'occurrence, ils ont poussé Mahmoud Abbas à l'affrontement avec le Hamas en lui laissant entrevoir que son éventuelle victoire sur le parti islamique ouvrirait la voie à une reprise des négociations de paix.

Le président palestinien devrait se méfier de cette sollicitude qui l'encourage à plonger son peuple dans la guerre civile. Ceux qui la lui prodiguent contre le Hamas ne l'ont-ils pas employé pour le pousser à prendre ses distances hier avec Yasser Arafat ! Et pour quel résultat, quand il devint président de l'Autorité palestinienne, celle de se voir refuser à son tour la qualité d'interlocuteur valable.

Kharroubi Habib

<http://www.lequotidien-oran.com/html/home.html>

18 décembre 2006,

2-3 Beït Hanoun ? " - " Connais-pas ! "

Pas de mission de l'Onu sur le bombardement de Beït Hanoun

Une mission des Nations unies conduite par le prix Nobel de la paix Desmond Tutu, qui devait enquêter sur la mort de 19 civils palestiniens tués début novembre par l'artillerie israélienne à Beït Hanoun, dans la bande de Gaza, n'a pas été autorisée par Israël à se rendre sur place.

Le prix Nobel de la paix 1984, qui devait diriger cette mission à la demande du Conseil des droits de l'homme, basé à Genève, a d'autres engagements et ne peut attendre encore le feu vert des Israéliens. La mission a donc été annulée.

"Nous trouvons affligeant le manque de coopération du gouvernement israélien", a déclaré l'archevêque sud-africain dans un communiqué conjoint avec Christine Chinkin, professeur britannique en droit qui devait également faire partie de la mission. La porte-parole du Premier ministre israélien Ehud Olmert, Miri Eisin, a déclaré qu'Israël avait enquêté sur l'incident de Beït Hanoun et reconnu son erreur, et qu'une mission de l'Onu n'avait donc aucune utilité.

"La mission avait été envoyée sur le postulat qu'Israël avait pris pour cible des civils et il n'a pas été tenu compte des attaques quotidiennes à la roquette contre des civils israéliens", a-t-elle ajouté.

Mgr Tutu a précisé que les membres de la mission auraient dû partir pour le Proche-Orient dans la nuit de dimanche mais ils n'ont pas reçu l'autorisation des Israéliens.

"Parfois, ne pas prendre de décision constitue une décision", a déclaré le prix Nobel de la paix.

Le Conseil des droits de l'homme, qui regroupe 47 Etats, a remplacé en juin dernier la Commission des droits de l'homme des Nations unies. Il a déjà adopté sept résolutions condamnant des opérations israéliennes à Gaza et au Liban et il a tenu trois séances extraordinaires consacrées à Israël.

Lundi, 11 décembre 2006

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=3554

2-4 La cour suprême israélienne légalise les assassinats ciblés.

La Haute Cour de Justice israélienne a jugé jeudi 14 décembre que la politique d'assassinats ciblés, largement utilisée par l'armée israélienne contre les Palestiniens en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, ne contrevient pas au droit international.

Selon les sites Internet de journaux israéliens, la Cour a jugé à l'unanimité que « on ne peut pas déterminer par avance que chaque meurtre ciblé est interdit en conformité avec le droit international coutumier, comme on ne peut pas déterminer par avance que chaque meurtre ciblé est permis en conformité avec le droit international coutumier ».

Selon le quotidien israélien 'Haaretz' la Cour a déclaré que chaque meurtre ciblé doit être évalué de façon individuelle sur la base de considérations pertinentes.

Un autre journal israélien, 'The Jerusalem Post', a rapporté que, selon la Cour, des civils qui étaient sur le point de commettre une attaque contre l'armée ou des civils israéliens ou qui avaient projeté une attaque ou encore qui étaient engagés dans une série d'attaques, étaient des cibles légitimes. Par contre des civils qui auraient cessé de participer à des actions violentes ne devaient pas être ciblés pour leurs actions passées.

'The Jerusalem Post' ajoute que la décision de la Cour comporte une condition : aucune atteinte ne doit être portée à des civils palestiniens qui ne sont pas impliqués, ajoutant que des compensations doivent être versées aux familles de victimes innocentes tuées dans des opérations de cet ordre.

Cette décision était la dernière du Juge suprême Barak qui a depuis pris sa retraite.

Le Comité Public contre la Torture en Israël et l'organisation juridique de défense des droits humains, LAW, avaient introduit un recours devant la Cour il y a 5 ans car ils considéraient que la politique israélienne d'assassinats ciblés était illégale, en contravention du droit international.

Les 2 organisations ont indiqué que 284 personnes ont été éliminées à cause de cette politique depuis 5 ans et 146 blessées.

En février 2005, la Cour avait suspendu les auditions sur cette question après que le Premier ministre israélien Sharon et le président palestinien Abbas eurent conclu un cessez-le-feu. En conséquence les meurtres ciblés furent gelés mais ils furent relancés plus tard la même année.

Il y a un mois, le groupe israélien 'Yesh Gvul' (« Il y a une limite ») a présenté une pétition à la Cour, lui demandant de prendre une décision sur cette question. (1)

D'après IMEMC, à la publication de cette décision, plusieurs députés arabes à la Knesset ont protesté et affirmé que cette décision permet de commettre des crimes de guerre. D'autant plus que selon le quotidien israélien Haaretz, elle devrait faire jurisprudence. (2)

Jamal Zahalka, de l'Assemblée démocratique nationale, a affirmé que la Cour permet ainsi des exécutions extrajudiciaires et des crimes de guerre. Il a ajouté que la question doit être portée devant les tribunaux internationaux car ce n'est pas une question interne à Israël et qu'il faut la traiter dans le cadre international.

Ahmad Tibi, du parti Ra'am-Ta'a, a déclaré que cette déclaration était « une continuation de la position sécuritaire de la Haute Cour qui depuis 1967 autorise les expropriations, expulsions, déplacements et assassinats », selon Haaretz.

Quant au membre de Hadash, Mohammad Barakeh, il a dit que cette décision « légitime l'occupation, le meurtre, les crimes et les assassinats ».

Dans le même temps, le député du Meretz, Zahava Gal-On, a déclaré que la Cour aurait dû interdire les assassinats parce que ce sont des exécutions extrajudiciaires, mais il a ajouté que l'aspect positif de cette décision était qu'elle mettait des limites et émettait des réserves envers cette politique.

Yuval Steinitz, du Likoud, a salué cette décision, disant qu'Israël était obligé de défendre ses citoyens et, toujours selon Haaretz, il a appelé à limiter l'autorité de la Haute Cour à des interventions sur des questions de guerre et de paix, sur l'immigration et le terrorisme.

Effi Eitan, membre du parti national religieux, a affirmé qu'Israël devait continuer les assassinats ciblés, puisqu'ils sont des outils efficaces.

(1) association de soldats qui refusent de servir dans les Territoires palestiniens occupés. Voir :

http://www.yeshgvul.org/index_e.asp

(2) voir Haaretz : <http://www.haaretz.com/hasen/spages/801083.html> : "on s'attend à ce que cette décision... fasse jurisprudence en droit international et droit sur les crimes de guerre" (The decision is former Supreme Court president Aharon Barak's final ruling, and is expected to serve as a legal precedent in international law and war crime law.)

Ma'an news, avec Imemc et Haaretz

Ma'an news, 14 / 12 / 2006

<http://www.maannews.net/en/index.php?opr=ShowDetails&ID=18082>

<http://www.imemc.org/content/view/23212/1/>

<http://www.france-palestine.org/article5355.html>

[Traduction: CL, Afps]

3 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Mahmoud Al-Safadi : Les autres victimes d'une négation.

[Lettre ouverte de Mahmoud Al-Safadi, militant palestinien, détenu pendant dix ans en Israël, au président iranien. Il a été libéré en 2006.]

Monsieur le Président, je vous écris à la suite de votre intention annoncée d'organiser une conférence sur l'Holocauste à Téhéran, les 11 et 12 décembre, et j'espère vivement que cette lettre sera portée à votre attention. Permettez-moi tout d'abord de me présenter : Mahmoud Al-Safadi, ancien détenu originaire de Jérusalem occupé. J'ai été libéré il y a moins de trois mois de la prison israélienne où j'étais enfermé depuis dix-huit ans pour avoir appartenu au Front populaire de libération de la Palestine et pris une part active dans la résistance à l'occupation durant la première Intifada. Depuis que vous avez été élu président, j'ai suivi avec un grand intérêt vos déclarations - en particulier celles relatives à l'Holocauste. Je respecte votre opposition aux injonctions américaines et occidentales concernant le programme nucléaire iranien et estime légitime que vous vous plaigniez du double langage que le monde tient à l'égard du développement nucléaire de certains régimes.

Mais j'enrage devant l'insistance que vous mettez à affirmer que l'Holocauste n'a jamais eu lieu, et devant vos doutes sur le nombre de juifs qui ont été assassinés dans les camps de concentration et d'extermination, les massacres organisés, les chambres à gaz - niant par là même la signification historique universelle de la période nazie.

Permettez-moi de dire, Monsieur le Président, avec tout le respect que je vous dois, que vous avez fait ces déclarations sans vraiment connaître l'industrie de mort nazie. Avoir lu les ouvrages de quelques négationnistes semble vous suffire - un peu comme un homme qui crie au-dessus d'un puits et n'entend rien d'autre que l'écho de sa propre voix. J'estime qu'un homme dans votre position ne devrait pas commettre une erreur aussi énorme,

car elle pourrait se retourner contre lui et, pis encore, contre son peuple.

Comme vous-même et des millions de personnes dans le monde - parmi lesquelles, malheureusement, d'innombrables Palestiniens et Arabes -, j'étais moi aussi convaincu que les juifs exagéraient et mentaient au sujet de l'Holocauste, et ce en dehors même du fait que le mouvement sioniste et Israël se servent de l'Holocauste pour justifier leur politique, en premier lieu contre mon propre peuple.

Ma longue incarcération m'a fourni l'occasion de lire des livres et des articles que notre idéologie et nos normes sociales nous rendent inaccessibles en dehors de la prison. Ces documents procurent une connaissance approfondie de l'histoire du régime nazi et du génocide qu'il a perpétré. Au début des années 1990, en lisant des articles rédigés par les intellectuels palestiniens Edward Saïd et Azmi Bishara, j'ai découvert des faits et des positions qui contredisaient les miennes et celles de nombreux Palestiniens. Leurs écrits ayant suscité ma curiosité et fait naître en moi le besoin d'en savoir plus, je me mis à lire des récits de survivants de l'Holocauste et de l'occupation nazie. Ces témoignages ont été écrits par des gens de diverses nationalités, juifs ou non juifs.

Plus j'en apprenais, plus je réalisais que l'Holocauste était bien un fait historique et plus je prenais conscience de la dimension monumentale du crime commis par l'Allemagne nazie contre les juifs, contre d'autres groupes sociaux et nationaux - et contre l'humanité en général. Je découvris que l'Allemagne nazie aspirait à instaurer un "nouvel ordre mondial" dominé par la "pure race aryenne" grâce à l'annihilation physique des "races impures" et à l'asservissement des autres nations. Je découvris que différentes institutions étatiques "normales" - bureaucraties, systèmes judiciaires, autorités sanitaires et éducatives, municipalités, compagnies de chemins de fer et autres - avaient pris part et collaboré à la mise en oeuvre de ce nouvel ordre mondial. D'un point de vue théorique, cet objectif, tout comme les victoires remportées à l'époque par les armées d'occupation nazies, menaçait tout autant l'existence des Arabes et des musulmans.

Quel que soit le nombre de victimes - juives et non juives -, le crime est monumental. Toute tentative de le nier prive le négateur de sa propre humanité et le renvoie directement du côté des bourreaux. Quiconque nie le fait que ce désastre humain ait réellement eu lieu ne doit pas s'étonner que d'autres nient les souffrances et les persécutions infligées à son propre peuple par des dirigeants tyranniques ou des occupants étrangers. Posez-vous, je vous prie, la question suivante : les centaines de milliers de témoignages écrits au sujet des camps de la mort, des chambres à gaz, des ghettos et des meurtres de masse commis par l'armée allemande, les dizaines de milliers de travaux de recherche basés sur les documents allemands, les nombreuses séquences filmées - dont certaines l'ont été par des soldats allemands -, toute cette masse de preuves a-t-elle été fabriquée de toutes pièces ?

Tout cela se résume-t-il simplement à un complot impérialiste-sioniste ? Les aveux faits par de hauts responsables nazis sur leur rôle personnel dans le projet d'extermination de nations entières ne sont-ils que le fruit de l'imagination de quelque esprit dérangé ?

Et tous ces faits héroïques accomplis par les peuples soumis à l'occupation allemande - au premier rang desquels Russes, Polonais et Yougoslaves - ne sont-ils que mensonges et exagérations grossières ? La lutte des Soviétiques contre l'Allemagne nazie ne serait-elle qu'un fantasme ? Les Russes continuent de célébrer leur victoire sur l'Allemagne nazie et de rappeler le souvenir des millions de leurs compatriotes civils et militaires qui ont perdu la vie dans cette lutte. Mentent-ils, eux aussi ?

Je vous invite à lire des études historiques et des témoignages sérieux avant de faire vos déclarations publiques. Vous partagez le monde en deux camps : les impérialistes-sionistes, qui ont fabriqué le mythe de l'Holocauste, et les adversaires de l'impérialisme, qui connaissent la vérité et démasquent le complot. Vous pensez peut-être que le fait de nier l'Holocauste vous place à la pointe du monde musulman, et que ce déni constitue un outil valable dans le combat contre l'impérialisme américain et l'hégémonie occidentale. Ce faisant, vous rendez en réalité un bien mauvais service aux luttes populaires de par le monde.

Au mieux, vous couvrez de ridicule votre peuple et vous-même aux yeux de forces politiques qui rejettent l'impérialisme mais ne peuvent prendre au sérieux vos conceptions et arguments, du fait que vous niez de façon obsessionnelle l'existence d'une période historique abondamment documentée et étudiée et dont les conséquences se font encore sentir et sont toujours discutées à l'heure actuelle.

Au pis, vous découragez et affaiblissez les forces politiques, sociales et intellectuelles qui, en Europe et aux Etats-Unis, rejettent la politique de confrontation et de guerre menée par George Bush, mais se voient contraintes de conclure que, vous aussi, vous mettez le monde en danger par vos déclarations niant le génocide et par votre programme nucléaire.

Concernant la lutte de mon peuple pour son indépendance et sa liberté : peut-être considérez-vous la négation de l'Holocauste comme une expression de soutien aux Palestiniens ? Là encore, vous vous trompez. Nous luttons pour notre existence et nos droits, et contre l'injustice historique qui nous a été faite en 1948. Nous n'obtiendrons

pas notre victoire et notre indépendance en niant le génocide perpétré contre le peuple juif, même si les forces qui occupent aujourd'hui notre pays et nous en dépossèdent font partie de ce peuple.

Mahmoud Al-Safadi

<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3232,36-841660,0.html>

[Traduit de l'anglais par Gilles Berton.]

3-2 Point de vue de Khaled Amayreh : Au-delà de l'imagination.

On comprend bien que l'Iran est dans le collimateur... dans l'immédiat, ce sont les seuls à apporter des finances pour améliorer le sort des Palestiniens...

Au delà de l'imagination

Alors que le président de l'Autorité Palestinienne, **Mahmoud Abbas, compte toujours sur les Etats-Unis et l'Union Européenne** -- et probablement aussi sur le Premier Ministre israélien **Ehud Olmert** -- pour "**renforcer sa position contre le gouvernement dirigé par le Hamas**, le premier ministre palestinien **Ismail Haniyeh** a remporté succès après succès dans sa visite prolongée dans **un certain nombre d'Etats Arabes et Musulmans de la région.**

Mardi, Haniyeh a conclu sa visite **de trois jours à Téhéran** pendant laquelle il a rencontré de hauts dignitaires iraniens, dont le Chef Suprême iranien, **l'Ayatollah Ali Khamenei et le Président Mahmoud Ahmadinejad.**

Les réunions furent plus qu'une rencontre de courtoisie entre les chefs de la superpuissance régionale émergente et **le chef d'un gouvernement assiégé que les Etats-Unis et Israël ont plongé dans l'enfer en le sabordant pour avoir refusé de se plier au diktat colonialiste sioniste.**

En fait, **l'Iran a décidé de donner à Haniyeh bien plus que ce qu'il n'avait jamais imaginé.** Selon un observateur palestinien, les Iraniens ont **traité Haniyeh comme un second fils prodigue** (le premier étant le Hizbullah).

Lundi, le premier ministre palestinien, qui avait auparavant fait référence à l'Iran comme "**notre profondeur stratégique**", a décrit sa visite comme étant "historique et très, très réussie".

"Nous avons atteint les objectifs de cette visite. Nous avons trouvé **tout l'amour possible à donner aux Palestiniens**", a déclaré Haniyeh lors d'une brève conférence de presse à l'aéroport Mehrabad de Téhéran.

Les propos de Haniyeh, tout en n'étant pas totalement vides de bienveillance rhétorique, sont plus ou moins précis. Le gouvernement iranien, **beneficiant de la montée en flèche des cours du pétrole, a promis de donner aux Palestiniens un généreux paquet d'aide financière**, aide plus qu'urgente étant donné le blocus implacable **imposé aux Palestiniens par les Etats-Unis et l'Union Européenne depuis 8 mois ainsi que par un certain nombre de régimes arabes.**

Selon Haniyeh, la donation iranienne inclura un versement direct au gouvernement palestinien d'à peu près **100 millions de dollars.**

En outre, l'Iran payera **les salaires impayés des employés de trois ministères** (le Travail, l'Aide Sociale et la Culture) ainsi que **les six mois de traitement aux 10.000 prisonniers politiques palestiniens** qui languissent dans les prisons israéliennes.

L'Iran a également accepté de payer pendant les six mois à venir un salaire **de 100 dollars par mois à 100.000 fonctionnaires palestiniens** et la même chose **aux 3.000 pêcheurs palestiniens.**

De plus, l'Iran a accepté également de **construire un centre culturel et de reconstruire quelques 1.000 maisons démolies pour un montant de 10.000 dollars par maison.** Pour finir, la république Islamique accepte d'acheter **300 nouvelles voitures pour le gouvernement palestinien et d'acheter l'huile d'olive palestinienne à un prix spécialement élevé.**

Selon Haniyeh, le chef spirituel suprême iranien, Ali Khamenei, qu'il a rencontré dimanche, a personnellement **approuvé l'aide financière.**

En bref, la visite d'Haniyeh en Iran semble réussie "au delà même des rêves les plus fous" du Hamas, comme l'a déclaré l'un des conseillers politiques de Haniyeh lors d'une interview par téléphone réalisée mardi par l'hebdomadaire Al-Ahram.

La générosité inattendue **des Shiites d'Iran au mouvement Islamiste Sunnite** devrait être vue **comme une rebuffade et un défi à l'hégémonie américaine dans la région.**

Les Etats-Unis, ainsi qu'Israël et un certain nombre de régimes arabes tels que la Jordanie, avaient essayé d'étrangler le gouvernement dirigé par le Hamas en utilisant **des mesures les plus draconiennes et les plus sinistres** qu'on avait jamais vues, **comme en intimidant les banques palestiniennes et arabes afin qu'elles refusent de servir le gouvernement,** y compris le transfert de l'aide financière Arabe et Musulmane en provenance de l'étranger vers les territoires occupés appauvris et sans rentrée d'argent.

Ce blocus cruel et impitoyable visait deux principaux objectifs :

- D'abord, induire **une implosion à l'intérieur de la société palestinienne visant à déclencher une révolte populaire contre le Hamas.** Ce but n'a été atteint puisque la plupart **des Palestiniens continuent à blâmer les Etats-Unis et Israël,** et non le Hamas, pour leur situation difficile.

En effet, la popularité du Hamas n'a pas sensiblement souffert, comme le prouve l'hésitation de l'Autorité Palestinienne à organiser des élections générales anticipées en Cisjordanie, dans la Bande de Gaza et à Jérusalem-Est comme moyen de surmonter la crise.

• Le second objectif était **de décourager les expériences Islamistes ou même Islamiques ailleurs dans le monde Musulman** en donnant l'impression que les Islamistes au pouvoir n'apportaient **que la pauvreté et des difficultés aux masses populaires**.

Cependant, à la différence d'Abbas, le responsable du Fatah, que certains Palestiniens accusent d'adopter le modus operandi politique du "**Nourrit moi aujourd'hui, et tue-noi demain**", le Hamas a manœuvré avec succès pour sortir du champ de mines perfide qu'est **le blocus impitoyable** en adoptant un autre adage : "**Je souffrirai aujourd'hui pour que je puisse vivre demain.**"

La réussite d'Haniyeh à Téhéran s'ajoute aux premiers succès obtenus lors de sa visite au **Qatar** la semaine dernière où l'Emir Hamad Ibn Khalifa Al-Thani a promis de payer les salaires de plus de **40.000 professeurs palestiniens et, si nécessaire, de couvrir les salaires des employés du secteur de santé publique.**

Selon des responsables du Hamas, la prochaine destination de Haniyeh **sera Riyadh où il fera assurément pression sur ses hôtes saoudiens pour qu'ils soient au moins aussi généreux que les Iraniens** et qu'ils "adoptent" un certain nombre de ministères palestiniens pendant six mois ou un an.

Si les Saoudiens répondent positivement, **ce sera la touche finale au cercueil du blocus imposé par les Américains et les Israéliens.**

En effet, il serait politiquement et idéologiquement opportun pour le gouvernement saoudien, qui se considère comme **l'administrateur et le gardien ultime de l'Islam Sunnite**, de donner à Haniyeh toute l'aide et l'assistance qu'il recherche puisque le repousser pousserait le Hamas (et probablement aussi la majorité des Palestiniens) vers l'axe Irano-Syrien-Hizbullah.

Àvec leur borbier en Irak, et étant donné **leur incapacité évidente à obtenir d'Israël l'abandon de son programme colonialiste**, les Etats-Unis semblent incapables de présenter un plan viable et pratique qui convaincrerait les masses, que ce soit en Palestine, en Arabie Saoudite, ou en Egypte, afin de donner une dernière chance au "processus de paix".

Il est même probable que leurs alliés impuissants et frustrés comme Abbas comprendront plus tôt plutôt que trop tard à quel point **il est stupide de compter sur l'administration américaine actuelle.**

Un responsable du Fatah, proche d'Abbas a déploré cette semaine que **les Américains "nous ont poussé dans cette lugubre situation."**

"Ils continuent à dire qu'ils veulent renforcer les modérés et renforcer Abbas tout en disant **qu'ils ne peuvent même pas obtenir d'Ehud Olmert le retrait d'un seul barrage routier en Cisjordanie.** Donc, pourquoi notre peuple croirait Abbas quand il leur dit de faire confiance à l'Amérique ? Au moins les Iraniens nous aident, **alors que les Américains et les Israéliens nous affament."**

Par Khaled Amayreh

Mardi 19 Décembre 2006

Sources [ISM](#)

Posté par Adriana Evangelizt

3-3 Point de vue de Chérif Boudelal : Le viol collectif de la démocratie en Palestine, et le vol de la victoire à la résistance au Liban .

La situation en Palestine est très grave; d'abord du fait de l'occupation et de la répression israéliennes, ensuite de par la division interne les dirigeants politiques. Au Liban, la situation peut le devenir si le camp pro occidental persiste à refuser la formation d'un gouvernement d'union nationale. En Palestine comme au Liban, les USA et Israël (suivi d'autres subalternes de service) mènent le jeu pour maintenir le statut quo et imposer leurs politiques, quitte à provoquer une guerre civile entre les citoyens.

Bien que nous ayons été neutres jusque là sur les conflits internes qui opposent ce qu'on appelle « les radicaux » et « les modérés » en Palestine et au Liban, nous avons le droit de poser des questions sur les enjeux politique qui se trament dans ces deux pays. En tant que sympathisants des causes de ces deux peuples et militant pour la paix, nous nous permettons de donner notre point de vue sur la gravité de la situation dans cette région du monde.

En Palestine, la démocratie a été violée, collectivement, par « la communauté internationale », (entendre par là Israël et les USA – les autres ne sont que des pions). Le cynisme est tellement flagrant qu'il est difficile à un être conscient et intègre de se taire. La démocratie est exigée des autres peuple, par les « démocraties occidentales », mais elle violée en Palestine par ces mêmes donneurs de leçons. En réalité ces derniers ne sont que des marionnettes entre les mains du lobby sioniste qui constitue un Etat dans l'Etat au sein de chacune des sociétés occidentales, mais pas seulement.

Palestine

Mahmoud Abbas, président de « l'autorité palestinienne » soutenait dès le début, et continue de soutenir que le gouvernement d'Ismaël Haniya est légitime, soit. Mais, au lieu d'exiger de cette « communauté internationale » de respecter la volonté du peuple palestinien, et exiger d'elle la levée de l'embargo, il s'en est pris à ce gouvernement.

Il l'accuse d'être la cause de la famine du peuple palestinien, en répétant les mêmes accusations qu'Israël et les USA !

De notre point de vue, si cet embargo est maintenu c'est grâce à la désolidarisation du mouvement Fatah vis-à-vis du gouvernement, car ces membres n'ont pas digéré leur défaite. Ils ont même « oublié » les dizaines de députés et ministres de Hamas, qui moisissent, avec plus de dix mille autres Palestiniens, dans les geôles israéliennes.

Abbas et les siens (au sein du Fatah) réclament « un gouvernement d'unité nationale » aujourd'hui, alors qu'ils l'ont refusé lorsque Hamas le leur avait proposé dès sa victoire aux élections du 26 janvier 2006. Pourquoi ce changement tout d'un coup ?

Malgré le flaire d'un coup d'Etat masqué, le Hamas a accepté de former un gouvernement d'union nationale si cela peut lever l'embargo. Ayant le sens de responsabilité, Ismaël Haniya s'est même engagé de ne pas faire partie de ce gouvernement présumé; cependant, il a exigé des garanties qui assureraient la levée de l'embargo sur son peuple avant la dissolution de son gouvernement, ce qui est logique. Sinon, à quoi sert ce changement si l'objectif visé n'est pas atteint ? Cela serait une humiliation de plus pour le peuple palestinien.

Donc, les revendications de Hamas sont légitimes, rationnelles et patriotiques comme l'ont été toutes les autres revendications et positions que le gouvernement Haniya a formulées depuis le début de sa gouvernance à ce jour. Pour avoir exigé cette garantie, le Premier ministre est accusé d'avoir voulu saborder le projet d'union nationale !

Mahmoud Abbas a menacé de dissoudre le Parlement et organiser de nouvelles élections. Supposons qu'il le fasse demain, cette dissolution sera suivie obligatoirement par la dissolution du gouvernement; et supposons que les élections soient organisées et que le Hamas triomphe de nouveau, que se passera-t-il ensuite ? Faut-il faire d'autres élections jusqu'à ce que le Hamas soit éliminé ? Non, ce n'est pas sérieux.

Cette mascarade n'est qu'une tentative de coup d'Etat masqué, orchestré par les Israël et les USA dont le but est de venir à bout des nerfs du peuple palestinien et le pousser à une guerre civile. Espérons que les dirigeants palestiniens soient plus intelligents et plus forts que leurs ennemis pour leur prouver, encore une fois, que leur unité est indéfectible et que leurs droits ne sont pas négociables.

Israël demandera davantage de concessions

Nous pensons que la meilleure solution que les dirigeants palestiniens puissent trouver, c'est de faire face, tous ensemble, à toutes les manœuvres d'Israël et de ses alliés en restant unis comme un seul homme. Les affaires internes à la société palestinienne ne concernent que le peuple palestinien lui-même. Que chacun sache que, même si un changement intervenait et qu'un nouveau gouvernement est formé, Israël va exiger davantage de concessions des Palestiniens.

Que les dirigeants palestiniens sachent qu'ils sont face à un ennemi sans morale, et que tant qu'ils sont divisés ils n'obtiendront rien de lui. Donc, cela ne sert à rien de le renforcer et faire souffrir davantage le peuple. Leur union fera leur force et leur division leur faiblesse.

Il est souhaitable que les Palestiniens, avec toute leur diversité, se serrent les coudes et exigent des Etats membres de « la communauté internationale » de la honte de respecter eux-mêmes le choix du peuple palestinien, et obliger Israël à respecter toutes les résolutions de l'ONU avant d'exiger d'eux quoi que ce soit. C'est la meilleure, voire la seule solution, à notre avis, pour que le peuple palestinien puisse faire respecter ses droits par Israël et par cette dite communauté internationale, lesquels ne respectent un peuple que lorsque ce dernier prouve sa détermination et son unité.

Enfin, nous espérons que Mahmoud Abbas n'endossera pas la cape de Hamid Karzaï d'Afghanistan, dans laquelle les USA et Israël veulent l'envelopper. Yasser Arafat l'a refusé jusqu'à sa mort; il est mort empoisonné par ses ennemi certes, mais il est mort avec la tête haute. Par sa combativité et sa détermination, il a attiré la sympathie de tous les peuples épris de liberté et gagné l'amour éternel de son peuple. Les dirigeants politiques palestiniens devraient suivre son exemple - en tant qu'homme de paix, de conviction mais ferme dans ses négociations avec l'ennemi -, pour ne pas décevoir leur peuple.

Les terroristes se font passer pour des victimes

Tout être humain conscient a dû comprendre que pour les impérialistes de toute acabit, les sentiments, l'amitié, la démocratie et les droits de l'Homme sont le dernier de leur souci. Les cas de la Palestine et du Liban sont le meilleur exemple négatif à retenir l'impérialisme israélo-américain (USA) et la lâcheté de leurs alliés, qui n'ont aucun principe.

Les « croisés pétroliers » US utilisent les arabes de service dits modérés pour mettre en échec les « radicaux » de chez eux, autrement dit les Résistants qui veulent se libérer de la domination étrangère pour vivre libres et dignes. Ce sont ces résistants que les impérialistes et leurs alliés appellent des radicaux, des extrémistes, voire des terroristes.

Le cas de Hamas et de Hezbollah est un exemple pédagogique pour les militants et les peuples qui luttent contre le colonialisme et l'impérialisme à travers le monde. Ces deux résistances n'ont jamais opéré des actions militaires en dehors de leurs pays respectifs; toutes leurs actions ont été menées à l'intérieur de leurs pays contre les occupants israéliens. Pourtant les USA et leurs alliés occidentaux les considèrent comme des terroristes, car Israël a voulu ainsi ! Il faut être sourd et aveugle pour ne pas déceler la manipulation et comprendre la supercherie politique de ces deux Etats terroristes. Ils terrorisent les peuples chez eux, occupent leurs pays et manipulent l'opinion internationale en se faisant passer pour des victimes de leurs victimes.

Gloire à la Résistance des Peuples

Selon nous, il y a deux peuples qu'il convient de glorifier aujourd'hui dans le monde arabe: le peuple palestinien et le peuple libanais (moins les arabes de service qui se trouvent parmi eux). Une gloire qui revient bien entendu à la combativité de leurs vaillants Résistants qui ont relavé la tête de leurs peuples et démasqué leurs régimes corrompus.

Ce sont les Résistances (Hamass et les autres) en Palestine et le Hezbollah au Liban, auxquels on peut ajouter la résistance du peuple irakien (celle qui dirige ses armes contre les occupants) qui ont fait honneur à leurs peuples. Ces Résistances ont changé le cours de l'histoire dans cette région du monde, puisqu'elles ont tenu tête au plus grandes barbaries de l'histoire depuis la seconde guerre mondiale à ce jour, les USA et Israël.

Les USA et leurs alliés, qui ont boycotté la vraie démocratie en Palestine, vantent la « démocratie » en Irak, alors que les élections ont été organisées sous la menace des armes US ! G.W. Bush et ses complices parlent encore, avec un cynisme extraordinaire, de « l'avancée démocratique » dans ce pays alors qu'ils l'ont détruit et encouragé, voire organisé la guerre civile entre les Irakiens, jusque là unis.

La honte des uns et le cynisme des autres!

Les USA et leurs alliés occidentaux ont sanctionné le peuple palestinien pour avoir choisi la démocratie, en se mettant à genou devant les exigences d'Israël, au lieu de le féliciter pour son exemple dans la région. Un cynisme qui devient vertu chez les faux démocrates de ce monde dit libre; sans parler des régimes « modérés arabes » qui ont cautionné le boycott injuste et injustifié qui consiste à affamer le peuple palestinien et faire fléchir ses dirigeants.

Ces régimes arabes de la honte sont, au dire mêmes de leurs maîtres occidentaux, sont des dictateurs affichés, et donc une démocratie dans la région n'est pas la bien venue chez eux.

Une série d'exemples de la politique paradoxale de ces mêmes « démocraties occidentales » nous montre l'hypocrisie des régimes dits démocratiques, alliés des USA. Ils prétendent soutenir les démocraties dans le monde mais ils ont assassiné la démocratie en Palestine. Les alliés des USA qui n'ont pas participé avec eux à l'occupation de l'Irak ont fini par légitimer la politique des occupants dans ce pays et vanter « les démocrates » qui sont venus en Irak sur les chars américains.

Au Liban, ils soutiennent le gouvernement Siniora qui, selon la constitution libanaise, a perdu sa légitimité et dénoncent les revendications démocratiques de l'opposition, car les opposants ne sont pas favorables à leurs politiques; et surtout ils n'ont pas supporté que le Hezbollah, qui en fait partie, ne soit pas éliminé par Israël, mais au contraire il a renforcé sa popularité dans le monde arabe après avoir humilié Israël, cet Etat de l'apartheid qui se croyait jusque là invincible.

L'opposition libanaise, qui constitue une large coalition (de diverses tendances politiques et confessionnelles) est donc boudée, non seulement par les régimes occidentaux mais aussi par leurs valets « arabes modérés. Le gouvernement Siniora est et ses alliés au parlement sont connus par leur amour à l'occident d'une manière générale et aux USA en particulier.

Comment peut-on concevoir qu'un gouvernement libanais puisse se lier « d'amitié » avec les dirigeants US juste après l'arrêt des hostilités, alors qu'ils ont soutenu Israël dans leur agression barbare contre leur peuple ?

Sachant que, pendant cette agression, les USA lui ont livré des centaines de milliers de tonnes de bombes avec lesquelles Israël a détruit leurs infrastructures et massacré leur peuple – de plus, ils se sont opposés à l'arrêt des bombardements contre le Liban en utilisant leur droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU.

Au lendemain de l'arrêt des hostilités, Siniora et ses collaborateurs, parlementaires et chefs de milices, ont reçu Condoleezza Rice à Beyrouth à bras ouverts pour conclure avec elle de nouveaux projets de « coopération », les assurant du « soutien » des Etats Unis d'Amérique !

N'y est-il pas là la plus grande honte commise par des dirigeants libanais en se jetant dans les bras des bourreaux de leur peuple ?

Les régimes Occidentaux qui ont bafoué les valeurs dont ils se réclament en boycottant la démocratie en Palestine, accourent pour défendre « la démocratie libanaise », qui est une « démocratie confessionnelle » au sein de laquelle chaque parti dispose de son armée personnelle ! Mais ce n'est pas grave, ils la soutiennent quand même tant qu'elle les arrange.

Même Israël est venu au secours du gouvernement Siniora et ses collabos, car ils sont ses alliés contre l'ennemi commun : le Hezbollah qu'Israël réclame son désarmement. Le Siniora et ses amis veulent que Hezbollah soit désarmé, alors qu'il est le seul mouvement capable de défendre le Liban, et il l'a prouvé dans le passé récent.

Voilà pourquoi Israël, les USA et leurs alliés soutiennent ce gouvernement pour le charger de faire ce qu'ils n'ont pas été capable de le faire eux-mêmes : trouver un moyen de se débarrasser de Hezbollah.

Bien que nous pensions que la meilleure façon d'unifier le peuple libanais réside dans la fondation d'une démocratie réelle - c'est-à-dire une démocratie fondée sur le suffrage universelle et non sur le confessionnalisme –, le Hezbollah est pour le moment le garant de la souveraineté nationale.

Israël sur un plateau de la balance et le reste du monde sur l'autre

Les USA et leurs alliés sont prêts à déclencher une troisième guerre mondiale pour maintenir leur chien de garde, qui est Israël, en position de force et conserver leurs intérêts et leur domination dans le Moyen-Orient. Ils préfèrent garder le statut quo dans cette région pour maintenir leur contrôle sur les richesses des peuples arabes et constituer une menace permanente sur le seul Etat qui leur a tenu tête, l'Iran. Ils mettent la pression sur lui pour le faire plier sous prétexte qu'il constitue une menace sur eux et sur Israël s'il arrive à fabriquer les armes nucléaires.

Pourtant, l'Iran n'a enfreint aucune loi internationale concernant le nucléaire civil qu'il développe, il leur ouvre même ses portes pour le contrôler. C'est Israël qui détient les armes nucléaires et menace ses voisins, et c'est l'Iran qui est mis au banc des accusés. C'est le monde à l'envers.

Ils aimeraient bien exterminer les savants iraniens comme ils l'ont fait pour les Irakiens (près de deux cents universitaires assassinés depuis l'arrivée des USA en Irak !) Ces « démocraties occidentales » nous envoient tous les jours un signe de plus, confirmant leur mépris envers les Arabes et les musulmans. Mais cette attitude, même si elle est perverse, elle a un côté positif pour les peuples de la région, celui de l'éveil ; car ils découvrent le vrai visage de ces « anges » venant de l'Occident.

Pour les USA et leurs alliés, il y a Israël sur un plateau de la balance et le reste du monde sur l'autre; mais leur « amour » pour Israël n'est pas sans intérêt, car « l'argent n'a pas d'odeur ». A travers Israël, ils ont le soutien du lobby sioniste mondial, qui finance une grande partie de leurs dépenses militaires ; mais aussi « l'amitié » des cheikhs pétro dollars qu'ils protègent contre le « terrorisme » et, en échange, pillent les richesses de leurs peuples. Et ils en profitent bien tant que les régimes arabes en place ne sont pas encore balayés par leurs peuples.

Si les régimes arabes sont encore au stade de l'hibernation, les Iraniens sont en plein éveil. Ils travaillent inlassablement pour l'avenir de leur peuple et de leur pays. Si l'Iran pouvait disposer des armes nucléaires un jour, cela serait une bonne nouvelle pour tous les peuples de la région qui vivent dans l'humiliation de leurs régimes et de ceux qui les protègent et pillent leurs richesses. Les impérialistes et les fausses démocraties occidentales, à leur tête les USA, ne mettront les pieds sur terre que face aux têtes nucléaires. L'exemple type de la Corée du Nord est une leçon pédagogique dans ce domaine pour les peuples du monde entier.

Constituer un front uni mondial anti impérialiste

Les peuples qui veulent se libérer de l'impérialisme US-S n'ont qu'à suivre l'exemple de l'Iran et du Venezuela qui, forts du soutien de leurs peuples, car ils ont donné une leçon de la démocratie aux régimes occidentaux, affrontent de face l'impérialisme tentaculaire américano sioniste.

Pour être plus forts que jamais, les pays qui choisissent cette voie doivent constituer un front uni à travers les continents dont le principe est d'interdire aux impérialistes d'une manière générale et les USA en particulier, d'avoir chez eux une quelconque influence, qu'elle soit économique, politique ou militaire; cependant, ils doivent laisser la porte ouverte aux relations amicales avec les peuples, car il convient de faire la différence entre les peuples et leurs régimes.

Chérif BOUDELAL

Président du Collectif « Paix Comme Palestine »

10 décembre 2006

Combat Décembre

3-4 Point de vue de CAPJPO-EuroPalestine : Elections anticipées en Palestine : le nouveau "jeu de qui gagne perd" inventé par les Israéliens ?

Voilà, c'est à nouveau la "curée" médiatique sur les "violences inter-palestiniennes" avec images en boucle sur les hommes armés dans les rues de Gaza, les commentaires "désolés" et les applaudissements face aux propositions d'"élections anticipées" de Mahmoud Abbas, triste pantin aux mains de l'occupant, qui lui demande de mettre de l'huile sur le feu sans même lui offrir quoi que ce soit de décent à proposer à la population palestinienne !

On nous prend vraiment pour des imbéciles ! Elections anticipées : même en passant sur le fait que le chœur des grandes puissances se permet depuis des mois de demander à un mouvement qui a remporté des élections selon des règles largement aussi démocratiques que celles en vigueur chez les meneurs de jeu de céder le pouvoir au perdant, que peut-on attendre de telles élections ? C'est le nouveau "jeu de qui gagne perd" ? Pas même une chance au grattage !

Personne ne pose la question : pourquoi demander aux Palestiniens de revoter ? Le Hamas, Israël n'en veut pas, les USA non plus et l'Europe pas davantage. Donc autant l'éliminer avant les élections, car si les Palestiniens s'entêtaient, que se passerait-il ? Nos gouvernants trouveraient-ils le Hamas plus "fréquentable" et dessereraient-ils le noeud coulant passé autour du cou palestinien ?

Si le Fatah "gagne" cette fois-ci la majorité, que peuvent espérer les Palestiniens ? La fin de l'occupation ? La reconnaissance par Israël du droit international ? Le droit de vivre libres et en sécurité ? Vous pouvez rêver. Israël n'a pas pris le moindre engagement dans ce sens, et tout le monde le sait.

Israël en est à refuser d'inscrire le tracé de ses frontières dans ses livres d'histoire et de géographie, comme on a pu le constater après le tollé soulevé par la proposition de la ministre israélienne de l'Education. Et il n'y a pas que la droite qui s'est offusquée, mais Ehud Olmert et son entourage lui ont fait savoir qu'il ne fallait "pas introduire la politique dans l'éducation" ! Donc les élèves israéliens ne peuvent toujours pas savoir où commence et où finit leur pays.

Mais cela n'empêche pas nos politiciens et les journalistes de révérence de répéter à l'envi "Il faut que le Hamas reconnaisse Israël" ! De toute façon, ils répètent absolument n'importe quoi. Il suffit de leur souffler le texte, même ubuesque, et ça marche très bien. (Sauf que de moins en moins de gens achètent les journaux et que la presse s'effondre, car les gens ne sont pas des imbéciles, justement).

Donc, reprenons, M. Abbas, qui ne proteste ni contre le vol des ressources douanières palestiniennes par Israël, ni contre l'installation constante de nouveaux colons sous ses yeux en Cisjordanie, ni contre le rapt des élus palestiniens, ni contre le braquage du premier ministre Ismaël Haniyeh par les gangsters israéliens et occidentaux, propose des "elections anticipées" et envoie en attendant des bandes armées par Israël semer le chaos dans l'ensemble des territoires palestiniens. Mais encore une fois, qu'est-ce que cela va rapporter aux Palestiniens ? On comprend bien, qu'il puisse convoiter les 35 millions recueillis par Haniyeh. Condolezza Rice comme Ehoud Olmert ont d'ailleurs fait savoir à Mahmoud Abbas qu'il y aurait des récompenses à la clé pour lui et ses hommes. Mais les autres, tous les autres Palestiniens, que peut-il leur promettre ? Rien. Il vient avec une corbeille de mariage totalement vide, bredouille comme d'habitude, après ses tournées de différents chefs d'Etats arrogants, corrompus et moralisateurs, en prime.

Ce n'est pas grave. Pendant ce temps, toute cette pagaille permet de banaliser l'horreur et l'extermination de tout un peuple. Et de faire oublier à l'opinion publique, ce que rappelait Tanya Reinhart lors de sa conférence à la Librairie Résistances le 7 décembre dernier à Paris : les gouvernements européens ne sont pas seulement en train de commettre un crime de non assistance à peuple en danger. Ils sont dans la plus totale illégalité en coupant les vivres aux Palestiniens. Sous le vocable "aides européennes", on ignore trop souvent que l'Europe ne fait ni la charité aux Palestiniens, ni preuve de générosité, mais qu'elle remplit une obligation.

Les Conventions de Genève stipulent, n'oublions pas, que la puissance occupante a l'obligation de subvenir aux besoins de la population occupée. L'Europe a renoncé à exiger qu'Israël se conforme au droit international et a choisi, plutôt que d'exercer les pressions nécessaires, de se substituer à l'occupant. Aujourd'hui, en laissant mourir de faim les Palestiniens qu'on ne laisse pas travailler, exporter, vivre de leurs ressources, nos gouvernements sont dans l'illégalité. Criminels et voyous !

C'est pourquoi il est indispensable de ne pas se laisser intoxiquer par la propagande nauséabonde sur les "luttres fratricides" et les "conditions à remplir" par le Hamas ou tout autre parti palestinien qui n'aura de toutes façons pas les moyens de gouverner, et de mettre nos politiciens face à leurs responsabilités.

C'est ce que nous vous proposons de faire en signant la pétition <http://www.mavoixpourlapalestine.net> qui demande que nos dirigeants appliquent à l'Etat d'Israël le même régime qu'à l'Afrique du Sud de l'Apartheid, tant qu'il bafoue le droit international. Et la période de chasse électorale est le moment de faire savoir à tous ceux qui briguent nos voix que nous ne pouvons pas faire confiance à des hommes et à des femmes, qui acceptent de contribuer à cette situation de non droit, pour prendre en charge nos destinées.

CAPJPO-EuroPalestine

N'oubliez pas de consulter notre site <http://www.europapalestine.com>

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Jean Baumgarten : Comment rayer Israël de la carte ?

Le Président de l'Iran Ahmadinedjad répète souvent qu'il faut rayer Israël de la carte.

Journalistes des grands médias français et étrangers n'arrêtent pas de s'offusquer d'une telle prétention :

Vraiment, ces iraniens sont des Nazis, de furieux Nazis et s'ils se lancent à corps perdu dans le nucléaire on voit bien pourquoi (sous-entendu : ils enverront leur bombe nucléaire sur Israël pour rayer ce pays de la carte.) On peut prétendre beaucoup de chose , encore faut-il ne pas faire le sourd, et comprendre ce qui est dit.

Les spécialistes de l'Iran vous diront que « rayer Israël de la carte » n'est pas une nouvelle invention, que ce n'est pas le nouveau régime qui l'a inventé, et que l'expression est utilisée par le pouvoir iranien depuis ... Plus de 25 ans !

Et puis hier ou avant hier (le 12 ou le 13 décembre) le Président iranien a précisé ce qu'il entendait par « rayer Israël de la carte » : il a dit qu' « Israël serait rayé de la carte ... comme l'URSS l'avait été il y a 16 ans ! » Tiens, voilà une précision qui intéresse tous ceux qui ne peuvent admettre que depuis 37 ans au moins (et sans doute depuis l'existence d'Israël fondée en 1948) les Palestiniens soient foulés aux pieds, massacrés, occupés , et vivent de plus en plus dans une misère noire, occupés et contrôlés par un État (israélien) qui lui, ne s'occupe pas des résolutions internationales, qui a un seul allié depuis 37 ans à qui il obéit : l'Etat américain...

Il est vrai que depuis belle lurette l'Union européenne s'est mise elle aussi au diapason .

Et pourtant le Président iranien a parfaitement raison ! Il faut rayer Israël de la carte ! (le régime « théocratique » iranien commet cependant une grossière erreur en organisant actuellement une conférence d'une soixantaine de négationnistes minables sur la non-existence de l'holocauste : ce n'est pas parce que le régime israélien avait besoin de l'holocauste pour justifier son existence qu'il serait nécessaire aujourd'hui de nier l'holocauste : Hannah Arendt avait raison . La victime peut devenir bourreau et le mal est quelque chose hélas de banal...) Revenons donc à la question : comment rayer Israël de la carte .

De quelle manière ? C'est extrêmement simple dans les principes, un peu plus compliqué dans la réalité : par exemple, si l'Union européenne le voulait, ou même si un seul pays de l'Union Européenne (comme la France par exemple), commençait à prendre les mesures nécessaires, ce serait jouable...

Israël est un Etat raciste (il opprime les Palestiniens de l'extérieur, les Palestiniens de Jérusalem, et il opprime les arabes qui vivent en Israël et qui sont pourtant citoyens israéliens en en faisant des sous- hommes .)

Israël est un Etat colonial : qui vit économiquement de la situation qu'il crée aux Palestiniens (de Gaza et de Cisjordanie). Par exemple en volant l'eau du Jourdain ou celle qu'il détourne de la Palestine vers Israël , ou bien en volant l'argent des Palestiniens. Israël est en somme un Etat néo-fasciste aussi théocratique que l'est le régime iranien, mais avec des règles anti-démocratiques beaucoup plus importantes.

Il suffirait donc que le Parlement israélien vote une seule loi. Cette loi :

- Proclamerait que tous les citoyens ayant la nationalité israélienne sont égaux. (Accès à tous au même service militaire, droit à tous d'avoir accès à la propriété immobilière, suppression des interdictions de fonctions actuellement en cours contre les citoyens d'origine arabe, accès à tous au système électoral dans les mêmes conditions ...etc. etc...

- Suppression du droit de retour automatique pour les Juifs .

- Règlement du droit de retour pour les citoyens d'origine arabe : par exemple en instaurant une prime plus élevée pour les citoyens arabes qui accepteraient de ne pas rentrer. (une commission internationale serait créée pour fixer le montant des primes avec par exemple un financement américain, européen et israélien.)

Le seul problème qui subsisterait est le suivant : comment arriver à contraindre L'Etat israélien à voter une telle loi?

Il suffirait par exemple qu'un seul grand État (comme la France par exemple) décide de rompre toute relation diplomatique, commerciale et intellectuelle avec Israël tant qu'elle n'aurait pas la certitude qu'une telle loi serait promulguée. Ce serait bien sûr la première étape vers la généralisation d'une telle pratique dans l'Union européenne et au delà.

Utopie? Sans doute : mais cependant moins grande encore que de fabriquer un Etat palestinien viable, en supprimant des colonies qui abritent près de 400.000 habitants et en remodelant tout un paysage ... Car il est évident qu'une telle loi s'accompagnerait aussitôt de la constitution d'un Etat fédéral Israëlo - palestinien, dont sans doute quelques centaines de milliers de Juifs partiraient .

Voilà la question fondamentale qui doit être prise aujourd'hui, pour laquelle nous devons nous battre : il en va de l'existence de centaines de milliers de Palestiniens, il en va aussi de notre dignité, de notre volonté de lutter contre un régime israélien sioniste, raciste, colonial, et néo-fasciste.

Jean Baumgarten.

vendredi 15 décembre 2006 22:30

4-2 MSRPP : Lettre aux associations.

En nous adressant à vous aujourd'hui, nous voulons contribuer à réussir ensemble là où nous avons échoué séparément.

C'est l'affirmation sans ambiguïté d'un constat et d'un regret : en cette année 2006 nous n'avons pas réussi à briser le tragique isolement imposé au Peuple palestinien par une "communauté internationale" soumise à la loi des puissances qui dominent la planète et oppriment les peuples pour préserver cette domination.

Voilà plus de treize ans qu'étaient conclus les accords d'Oslo. Ces accords se sont révélés n'être qu'une tragique illusion.

Fin 2000 le déclenchement de la deuxième Intifada a traduit l'impasse dans laquelle se retrouvaient les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie.

Ceux-ci ont alors considéré que, face à l'occupation et face à la négation complète de leurs droits, il n'y avait plus d'autre recours que la résistance active

Cette deuxième Intifada fut aussi l'acte fondateur de la renaissance d'un mouvement international de solidarité anesthésié par les illusions issues d'Oslo et par les interminables négociations qui masquaient la réalité du développement continu de l'occupation coloniale israélienne de la Palestine.

En l'espace de quelques mois des milliers de personnes se sont mobilisées (ou remobilisées), bien au-delà donc des forces qui avaient maintenu des activités de solidarité.

Très actif en 2002 et 2003, ce mouvement a depuis connu en France un fort recul.

Les initiatives centrales nationales sont devenues de plus en plus faibles et rares, des divergences d'appréciation sont apparues sans qu'un vrai débat permette de les identifier clairement et éventuellement de les surmonter, des militants de terrain ont abandonné, découragés par leur perception de divisions mises au compte du sectarisme des uns ou des autres et d'autres se sont repliés sur une pratique locale ou dédiée au soutien d'une initiative spécifique, au détriment du soutien politique à la lutte du Peuple palestinien pour l'ensemble de ses droits.

Certes, par le biais notamment d'associations locales indépendantes ou de comités regroupant localement des adhérents d'associations nationales, la mobilisation aux côtés des Palestiniens s'est maintenue.

Mais le fait est là, incontournable : nous n'avons pas réussi à construire le mouvement de solidarité dont le Peuple palestinien a besoin, un mouvement qui ne serait pas cantonné dans la protestation sporadique contre les agressions israéliennes et dans le témoignage de l'odieuse oppression imposée aux civils palestiniens par l'armée israélienne d'occupation, mais qui saurait mener une offensive de longue durée, capable d'isoler et de contraindre l'Etat d'Israël au respect des droits du Peuple palestinien.

Nous croyons que beaucoup de celles et ceux qui agissent au sein du mouvement de solidarité sont animés d'une volonté commune : mettre un terme à l'injustice dont les Palestiniens sont victimes.

Mais cette volonté commune ne semble pas pouvoir trouver prise sur la réalité pour la changer et, en l'absence d'un mouvement international qui les y contraigne, les gouvernements et les institutions internationales autorisent

Israël à se placer en permanence au dessus du droit des nations.

Il en découle un sentiment d'impuissance et d'échec répété que la perception immédiate de l'évolution de la situation intérieure palestinienne menace de transformer en éloignement durable voir en abandon de la cause palestinienne, tant il paraît à certains de plus en plus improbable de voir un jour le bout du tunnel !

S'agissant de la situation en France, le comportement de la classe politique française quasi unanime lors des récentes agressions criminelles contre la population libanaise et les habitants de Gaza ne permet pas d'augurer d'un changement d'attitude.

Bien au contraire, dans la perspective des prochaines échéances électorales, tout laisse craindre une marginalisation accentuée des justes exigences des Palestiniens et, au mieux, l'adoption d'une attitude mettant à égalité "les extrémistes palestiniens" et "les extrémistes israéliens" dans la responsabilité de la poursuite du conflit.

C'est ce constat inquiétant et, simultanément, la volonté de ne pas s'en accommoder qui nous motivent à vous proposer d'engager ensemble une démarche visant à sortir de l'impasse actuelle.

Nous pensons que l'heure est venue de bousculer les lignes qui séparent des forces qui ont certes le mérite de ne pas avoir abdiqué, mais dont la dispersion et la faiblesse relative nuisent à l'efficacité d'un combat contre un adversaire puissant et bien organisé.

Il nous semble possible, sans pour autant nier les divergences et sans sous estimer les difficultés de l'entreprise, d'engager une démarche de recherche de convergences et d'action commune se fixant les objectifs suivants :

1/ Répondre à l'appel de la société civile palestinienne de juillet 2005, demandant à la solidarité internationale des peuples de peser là où les instances politiques internationales et les gouvernements ont failli, pour imposer à l'Etat d'Israël le respect des droits fondamentaux du Peuple palestinien : la fin de l'occupation et de la colonisation de toutes les terres arabes, le droit au retour de tous les réfugiés dans leurs maisons et leurs propriétés, l'égalité absolue des droits des Palestiniens vivant en Israël, l'ensemble de ces revendications étant lié à l'exigence du droit à l'autodétermination du Peuple palestinien composé de tous les Palestiniens, ceux résidant aujourd'hui sur le territoire de la Palestine historique et ceux de l'exil, en Jordanie, au Liban, en Syrie etc. Comme vous le savez, il y a au centre de cet appel et des actions développées depuis par ses auteurs la demande de construire un mouvement international exerçant une pression effective sur l'Etat d'Israël pour le contraindre, comme ce fut le cas avec l'apartheid sud-africain, à satisfaire toutes les obligations que lui impartit le droit international, notamment par les moyens de l'embargo, des sanctions, des ruptures des relations et collaborations, du désinvestissement et du boycott.

2/ Renforcer les initiatives qui soutiennent les actions de résistance populaire du Peuple palestinien, ces résistances multiformes qui permette à la population de tenir bon dans la défense de son identité palestinienne malgré la dispersion due au nettoyage ethnique issu de la colonisation sioniste de la Palestine depuis 1948, de résister aux plans qui visent à chasser les Palestiniens de leur terre et aux pressions qui s'exercent pour leur faire accepter de renoncer à leurs droits nationaux.

3/ Imposer la question palestinienne et l'exigence de justice pour les Palestiniens dans le débat politique français des prochains mois.

Nous pensons qu'il est possible de mobiliser les centaines de militants de la solidarité disponibles et, probablement pour beaucoup d'entre eux, dans l'attente d'une initiative partagée pour agir de façon convergente et poser ainsi les jalons de la construction du mouvement de soutien dont les Palestiniens ont besoin. Afin d'examiner ensemble la faisabilité, les objectifs précis et le calendrier de préparation d'une telle initiative nous vous proposons de nous rencontrer dès que possible et nous nous permettrons de vous contacter prochainement. (Vous pouvez aussi en prendre l'initiative et nous joindre aux adresses et numéros de téléphone indiqués) Si cette proposition reçoit un écho suffisamment favorable nous proposerons d'organiser une réunion de tous ceux/toutes celles qui ont témoigné leur intérêt et veulent aller plus loin dans la construction d'une initiative publique de type "rencontres nationales" des associations et comités agissant pour la solidarité avec le Peuple palestinien.

Pour le MSRPP

France - 17-12-2006

Pierre-Yves Salingue : 06 24 54 25 83

Wallid Atallah : 06 20 69 36 30

5 Annexes

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Des murs séparent Arabes et Juifs dans les villes mixtes d'Israël.

En construisant de tels murs, la majorité juive envoie un message clair à la minorité palestinienne : ses citoyens ne sont pas les bienvenus, il n'y a aucune possibilité pour les deux populations de vivre ensemble.

Contexte

La minorité arabe palestinienne et la majorité juive dans l'Etat d'Israël vivent la plupart du temps séparément. Hors l'exception des villes mixtes où une minorité palestinienne importante vit à côté d'une nette majorité juive, la

plus grande partie de la population palestinienne vit dans ses propres communautés, comme la majorité juive. La séparation territoriale existe aussi dans les villes mixtes : dans la plupart des cas, la minorité palestinienne vit dans ses propres quartiers, distincts de ceux de la majorité juive.

Cette séparation est le résultat des évolutions historiques d'avant et depuis l'établissement de l'Etat d'Israël. Aujourd'hui cependant, on peut la considérer comme une conséquence de la façon dont l'Etat affecte les terres qu'il possède ou qu'il contrôle, lesquelles représentent 93 % de toute la terre en Israël. Cette manière d'affecter les terres provient de décisions impératives d'aménagement par les autorités. L'Etat crée délibérément une telle séparation territoriale, affectant les terrains pour le développement et la construction séparément aux deux populations.

Une importante question se pose dans ce contexte de séparation résidentielle entre majorité juive et minorité palestinienne - comme dans d'autres domaines comme l'éducation - pour savoir si cette séparation est contraire au principe d'égalité. Dans le passé, l'opinion qui prévalait était qu'une telle séparation en soi n'était pas discriminatoire, car basée sur le principe « *séparés mais égaux* ». Cependant, depuis le jugement sur l'affaire *Brown c/Conseil de l'école de Topeka* (*) aux USA, qui a établi que la politique de séparation entre Blancs et Noirs dans l'enseignement créait « une inégalité par nature », les choses en la matière ont changé. Cet arrêt a fourni la base d'un revirement de portée considérable dans les attitudes en matière de séparation entre les différents groupes d'une société, aux USA mais aussi dans le monde. Cette approche s'est fondée sur l'idée que la séparation impliquait un manque de respect à l'égard d'un groupe minoritaire exclu, créait des différences entre les uns et les autres et perpétuait des sentiments d'infériorité sociale.

Les trois murs de séparation

En Israël pourtant, en dehors de la séparation territoriale entre la majorité juive et la minorité palestinienne et de savoir si une telle séparation violait le principe d'égalité, ces dernières années on a vu des murs et des barrières de séparation entre les communautés juives et arabes au niveau national d'Israël, et dans certains cas, entre les quartiers juifs et arabes d'une même ville. Cette séparation physique a été initiée par la majorité juive et l'establishment israélien. Elle vise à séparer la majorité juive de la minorité palestinienne et à empêcher tout contact physique et même visuel entre les deux populations.

1) - Le remblai de terre entre Jisr Al-Zarqa et Qisariya

(1 à 1,5 km de long, 4 à 5 m de haut)

Jisr Al-Zarqa est un village arabe sur la côte méditerranéenne au nord de la région de Sharon. Depuis de nombreuses années, le village souffre d'un surpeuplement important et d'un manque d'espace pour de nouvelles voies d'accès et les besoins en urbanisme et généraux. La négligence des différentes autorités a conduit une recrudescence de la criminalité et à des problèmes de drogues.

Qisariya est un port antique sur la côte au nord de Sharon. En 1948, elle fut l'une des premières villes où la Hagana a commencé ses expulsions et ses destructions de maisons. Aujourd'hui, la population de la ville est entièrement juive et se situe dans une classe socio-économique élevée avec de nombreux résidents très riches. En novembre 2002, les habitants de Jisr Al-Zarqa ont eu la surprise de découvrir un remblai de terre, une bande de terre, qui commençait à être montée pour séparer les deux communautés. Ce remblai était réalisé et financé par la Compagnie pour le Développement de Qisariya, sans aucun permis légal, sans la moindre coordination avec le conseil local de Jisr Al-Zarqa et sans en informer les habitants.

Les gens de la Compagnie parlaient du remblai comme d'un « *remblai insonorisant* ». Ils prétendaient qu'il était construit afin de réduire les « *nuisances* » sonores que les habitants de Qisariya supportaient à cause du bruit que faisaient ceux de Jisr Al-Zarqa (les appels à la prière du muezzin, la musique trop forte, les fêtes, les tirs en l'air lors de cérémonies et les feux d'artifice). Ils disaient aussi que le remblai protégerait les habitants de Qisariya contre le « *fléau* » des vols auquel ils devaient faire face quand des habitants de Jisr Al-Zarqa s'« *infiltraient* » dans Qisariya et volaient des objets dans les jardins de leurs maisons. Ils arguaient encore que la proximité du quartier nord de Qisariya avec le village arabe faisait baisser les prix de l'immobilier dans le secteur.

Les résidents de Jisr Al-Zarqa, eux, parlaient du remblai comme d'une « *barrière raciste* ». Ils estimaient que son but était de les étouffer et de les inciter à partir ailleurs. Un parc national encadrait le village au nord, le remblai au sud, la grande route à l'est et la mer à l'ouest. Le village maintenant n'avait plus aucune possibilité de se développer.

Le remblai constitue certainement un obstacle sérieux à tout plan d'urbanisme pour le village, il empêche la construction de la rocade qui était prévue. Il détériore sérieusement un paysage magnifique, cache la vue de la mer et de la nature, et provoque le désarroi et la frustration chez les habitants du quartier sud du village.

2) - Le mur entre le quartier de Jawarish et celui de Gannei Dan à Ramle

(4 m de haut et approximativement 2 km de long)

Ramle est une ville sur la plaine côtière intérieure dans le district central d'Israël, près de la route nationale de Tel-Aviv à Jérusalem. En 1948, Ramle est devenue une ville mixte quand elle a été occupée par les forces militaires israéliennes expulsant la majorité de la population arabe. En septembre 2003, la population de la ville s'élevait à 63 000 habitants, 80,5 % étaient Juifs, 19,5 % Arabes.

En 1950, plusieurs familles arabes de la petite ville de Majdal étaient arrivées dans un secteur qui touchait Ramle, là où l'Etat d'Israël avait installé le village de Jawarish. En 1965, Jawarish fut rattaché à Ramle, avec une population de quelque 2 000 Arabes. Le revenu mensuel moyen des habitants de Jawarish était très

sensiblement inférieur à la moyenne nationale ; la plupart des habitants travaillaient dans l'industrie de construction et dans l'agriculture.

Au milieu des années 90, dans la période d'immigration massive d'Union soviétique, s'est construit le quartier de Gannei Dan, près de Jawarish, avec environ 2 000 habitants dont à peu près 80 Arabes. Gannei Dan profitait d'un bon niveau socio-économique.

Une des principales particularités de l'espace autour de Ramle était la séparation physique entre le quartier juif de Gannei Dan et le quartier arabe de Jawarish. Lors de la construction de Gannei Dan, comme prévu au plan, un mur de béton a été érigé - de 4 m de hauteur et d'environ 2 km de long - séparant le nouveau quartier Gannei Dan de Jawarish en coupant tout contact physique et visuel. Ce mur a été réalisé et financé par les promoteurs de Gannei Dan.

La plupart des habitants du quartier arabe étaient opposés à cette séparation et à la construction de ce mur, vu sa longueur et sa hauteur. L'opposition s'est focalisée particulièrement sur l'insulte ressentie par cette attitude hostile de leurs voisins juifs, ils se sont sentis considérés comme des gens inférieurs, et la construction de ce mur leur était imposée par leurs voisins juifs et l'establishment israélien.

A l'inverse, les habitants des quartiers juifs ont largement soutenu la réalisation du mur de séparation. Pour eux, cette séparation était un dispositif simple et logique pour le secteur. Certains prétendaient aussi que d'autres Juifs ne viendraient pas dans le quartier si un mur n'était pas construit. Ce soutien s'accordait avec leurs réclamations, prétendant « souffrir » de la proximité des quartiers arabes : du dérangement en général à cause de la vie près des Arabes, la crainte de criminels et de toxicomanes, des inquiétudes à propos d'une querelle qu'il y avait eu entre deux familles de Jawarish impliquées dans un trafic de drogue (une querelle qui a coûté la vie à 32 personnes), et la chute des prix immobiliers à cause du voisinage des Arabes.

3) - Le mur entre le quartier de Pardes Snir à Lid et Moshav Nir Zvi

(un mur de béton et de briques de 4 m de haut construit sur une longueur d'environ 1,5 km)

La ville de Lid (Lod) est située sur le bord oriental de la plaine côtière, près de Ramle, devenue mixte en 1948. En 2003, elle avait une population de 74 000 habitants dont 72,5 % étaient des Juifs et le reste, des Arabes. La plus grande partie de la population arabe vivait dans les quartiers pauvres sans plan d'urbanisme propre, avec de piètres conditions sanitaires et un haut degré de criminalité et de ventes de drogue.

Pardes Snir est un quartier arabe à la limite ouest de Lid, avec une population d'environ 3 000 personnes (en 2003). Il a la réputation d'un quartier défavorisé avec des problèmes dans pratiquement tous les domaines de la vie à cause d'une indifférence de longue date. Notamment, l'absence de tout plan d'urbanisme régulier afin de satisfaire le minimum et les plus fondamentaux des besoins de la population. Avec comme conséquences, et à cause des besoins croissants de la population, une partie importante des constructions du quartier vivant dans l'anarchie, Pardes Snir se développant organiquement sans aucune planification ni infrastructure appropriée. Nir Zvi est un moshav (une communauté coopérative agricole juive) en limite du quartier de Pardes Snir. Il a la réputation d'une communauté prestigieuse, prospère et bien entretenue, dont les habitants juifs viennent des classes moyennes et supérieures.

Le 21 juillet 2002, le gouvernement a adopté la décision n° 2264. Ses attendus, qui se rapportent à la réhabilitation de la ville de Lid, expliquent qu'elle veut s'occuper des problèmes des populations pauvres, dont la population arabe de la ville. Mais en fait, la décision prévoit la mesure suivante :

« Le ministre des Transports et le ministre du Logement et de la Construction sont chargés de construire un mur insonorisant entre le quartier de Pardes Snir et le Moshav Nir Zvi, et de présenter au directeur général du cabinet du Premier ministre, sous les 15 jours, un plan de travail pour la réalisation dudit projet. »

Le 13 juin 2003, le plan d'ensemble local n° GD/475/24 était soumis à approbation. L'un des buts de ce plan était la construction d'un mur tout le long de la route entre le quartier de Pardes Snir et le moshav de Nir Zvi, avec une hauteur de 4 m.

Le 23 juillet, le comité local de construction et d'aménagement de Ludim délivrait un permis de construire pour le mur. La construction a dûment commencé mais le travail fut arrêté par une ordonnance provisoire rendue par le tribunal suite à un recours administratif déposé par plusieurs habitants du quartier. En date d'aujourd'hui, à peu près le tiers du mur a été construit.

Les habitants du moshav de Nir Zvi prétendent aussi qu'il s'agit d'« un mur insonorisant ». Ils disent encore qu'il y a des cambriolages dans leurs maisons par des toxicomanes qui viennent de Pardes Nir pour acheter de la drogue, et des pertes agricoles. Une autre réclamation concerne les prix des appartements qui ont chuté d'environ 40 % du fait du voisinage des Arabes. En conséquence de quoi le mur serait « nécessaire » afin de les « protéger ».

Un avis de professionnels a été rendu à propos de ce mur, par des urbanistes du cabinet du Droit à l'aménagement de Bimkom qui estiment qu'il y a des manques dans l'organisation pour la réalisation du mur. L'avis met en évidence que, dans ce cas, il y a un déséquilibre extrême entre les avantages accumulés avec le mur par une population (les résidents de Nir Zvi) et les inconvénients étant pour l'autre population, plus faible (les résidents du quartier de Pardes Snir). En outre, la décision de faire un mur cherche à répondre aux besoins d'une population tout en ignorant ceux de l'autre. L'avis montre encore comment le mur altérera la qualité de la vie urbaine des habitants de Pardes Snir, sapant leur accès et leurs droits à la liberté de déplacements et à un espace vital. Le mur transformera une route communale du quartier, bien intégrée dans un tissu urbain vivant et dynamique, libre, en une ligne de séparation, géographique, ethnique, raciale, sociale et économique. La

proximité et la hauteur du mur blessent les résidents du quartier, surtout ceux qui habitent près de la route. Il coupe la brise qui vient de l'ouest, cache la vue et donc occasionne une nuisance esthétique sérieuse.

Discussion

Sur chacun de ces trois sites où des murs ont été érigés, les résidents juifs prétendent que l'objectif est d'empêcher les nuisances sonores provoquées par les résidents arabes. Cependant, les circonstances dans lesquelles les murs sont réalisés montrent que l'usage de l'expression « *mur insonorisant* » vise à camoufler la nature et l'objectif véritables des séparations. La longueur et la hauteur de ces murs prouvent clairement qu'il ne s'agit pas « *d'insonoriser* » mais de séparer totalement les deux populations, coupant tout contact, et physique, et visuel.

La décision du gouvernement de financer le mur de séparation à Lid laisse penser que les murs et les barrières ne sont pas une réponse à des problèmes locaux de bruits et de vols, comme les habitants juifs essaient de le faire croire, mais relèvent plutôt d'une démarche nationale importante pour préserver le caractère juif de l'Etat en général, et rompre tous les contacts avec la minorité palestinienne, en particulier.

Les murs de séparations reflètent aussi la façon dont la majorité juive perçoit la minorité palestinienne, à savoir comme une « *menace démographique* ». Une fois que cette minorité est définie comme une « *menace* » pour le caractère juif et sioniste de l'Etat, la majorité juive se sépare d'elle-même des Palestiniens et coupe tout contact avec eux.

En fait, ces murs et barrières font partie d'un tout bien plus vaste, pour la séparation raciale entre les deux populations et la ghettoïsation de la minorité palestinienne. Ces processus de séparation raciale et de ghettoïsation se sont manifestés concrètement et par une séparation territoriale entre les deux populations, et par de hauts murs et barrières bloquant tout développement urbain dans les communautés arabes. A ceci, s'ajoutent des difficultés rencontrées par les habitants arabes qui cherchaient des logements convenables dans les communautés juives - difficultés qui résultaient de motivations racistes. Avec au bout de tout cela, une réalité déprimante avec des ghettos arabes entourés de communautés juives, et dans certains cas, par les murs et les barrières.

A ce jour, trois sites seulement sont répertoriés avec des murs de séparations. A ce titre, il serait inexact de présenter les murs de séparation comme un phénomène général dans la société israélienne. Cependant, l'Association arabe pour les Droits humains (HRA) estime que ces murs constituent un précédent dangereux pour d'autres à craindre dans l'avenir. On a déjà entendu des propositions pour qu'un autre haut mur soit monté entre ce quartier de Pardes Snir dans Lid et le quartier juif limitrophe de Gannei Aviv. En outre, et avec en toile de fond le mur de séparation - en grande partie réalisé - dans les Territoires occupés, l'idée de séparer les deux populations - juive et arabe, dans les Territoires et en Israël - semble être devenue plus populaire au sein de la majorité juive. Alors, il y a lieu de s'inquiéter pour l'avenir, des facteurs en Israël joueront en faveur de l'établissement de nouveaux murs et de nouvelles barrières, en différents endroits, accentuant la pente vers la séparation raciale et la ghettoïsation.

La loi internationale relative aux droits humains considère la ségrégation raciale comme une lourde violation de ces droits. Ainsi, par exemple, les 9ème et 10ème paragraphes du préambule de la Convention internationale de 1965 pour la suppression de toutes formes de discrimination raciale précisent que les pays signataires sont :

« *convaincus que l'existence de barrières raciales est contraire aux idéaux de toute société humaine, inquiets en raison de la manifestation de cette discrimination raciale notoires dans certaines parties du monde et dans des politiques gouvernementales basées sur la supériorité ou la haine raciales, telles que la politique d'apartheid, de ségrégation ou de séparation...* »

L'implantation de murs et de barrières altère gravement le droit à l'égalité et à la dignité humaine de la minorité palestinienne, groupe de population le plus faible en Israël, que ce soit sous l'angle politique, économique et social, à la fois en raison du fond coercitif de ces murs et de leur nature propre. En construisant de tels murs, la majorité juive envoie un message clair à la minorité palestinienne : ses citoyens ne sont pas les bienvenus, il n'y a aucune possibilité pour les deux populations de vivre ensemble. Les murs et barrières ôtent, avec sévérité et brutalité, toute possibilité de développement et d'expansion futurs aux communautés arabes, car ils constituent un obstacle physique irréversible au développement du secteur pour l'avenir, violant ainsi le droit à aménager et à créer de l'espace.

L'appel urgent de la HRA pour l'action

Pour la HRA, l'implantation de murs et de barrières de séparation relève d'une politique inacceptable et malséante qui entraîne de graves conséquences pour les relations entre la majorité juive et la minorité arabe.

Pour l'association, ces murs violent gravement les droits humains fondamentaux de la minorité palestinienne à l'égalité et la dignité humaine, ainsi que la loi internationale.

En vertu du droit international, tout Etat est tenu d'agir efficacement pour empêcher la ségrégation raciale de populations. Pourtant, l'Etat d'Israël est non seulement fautif en n'empêchant pas la construction de tels murs et barrières mais il encourage et facilite ces opérations. En conséquence, HRA exhorte l'Etat d'Israël à cesser cette violation de la loi internationale, à agir immédiatement pour démolir tous les murs et barrières déjà implantés, et à empêcher la construction de tout autre mur et barrière supplémentaires à l'avenir.

HRA invite aussi la communauté internationale qui s'est investie pour la paix et les droits de l'homme de prendre toutes les mesures possibles et nécessaires pour faire cesser la légitimation progressive du phénomène de ségrégation raciale en Israël. HRA met en garde contre ce phénomène potentiellement explosif et qui pourrait compromettre toute possibilité de relations et de vie commune normales entre les deux populations, surtout dans le cas d'une minorité nationale qui continuera d'exister et de vivre au sein de l'Etat.

** « Affaire « Brown c/Conseil de l'école de Topeka - USA » : comme c'était la norme aux USA, les enfants noirs étaient refusés dans cette école fréquentée par des enfants blancs en vertu des lois de ségrégation raciale, les écoles pour les Blancs et celles pour les Noirs étant censées à égalité de moyens. En juin 1951, la Cour du Kansas a jugé que le principe « séparés mais égaux » était discriminatoire, qu'il ne pouvait y avoir égalité sous un régime de ségrégation. Une décision confirmée par la Cour suprême le 17 mai 1954 mais qui ne concerne cependant que le domaine de l'enseignement public. (ndt)*

L'Association arabe pour les Droits de l'homme (HRA) a été créée en 1988 pour favoriser et protéger les droits politiques, civils, économiques et culturels de la minorité arabe palestinienne en Israël, et assurer le respect dans l'Etat des principes internationaux des droits de l'homme. Elle est une organisation indépendante non gouvernementale enregistrée en Israël. HRA a une position unique, localement et dans le monde, en tant qu'organisation indigène qui œuvre pour la communauté aux niveaux national et international, pour l'égalité et contre la discrimination, pour le respect des droits internationaux de la minorité.

www.info-palestine.net

vendredi 23 juin 2006 - HRA

Arab Association for Human Rights - 16 juin 2006 - photos HRA

La version intégrale de l'article est disponible sur : <http://www.arabhra.org/publications...>

Version publiée : <http://electronicintifada.net/v2/ar...>

Traduction : JPP